

Les victoires du BDS en 2018 reflètent un mouvement grandissant

Par Nada Elia, 30 novembre 2018



Une manifestation Deadly Exchange à New York (Photo : Jake Ratner)

Presque tout le monde situe la campagne mondiale de boycott pour la fin de l'apartheid sud-africain dans les années 1980. À cette époque, de nombreux gouvernements étudiants aux États-Unis demandèrent à l'administration de leur université de se désinvestir des entreprises sud-africaines, des militants firent appel à des artistes pour qu'ils ne se produisent pas en Afrique du Sud, et la plupart des acheteurs de conscience savaient qu'il leur fallait éviter les oranges sud-africaines. Les années 1980 furent la décennie des concerts de masse pour

les causes progressistes (« *We are the world* », « *DoThey Know it's Christmas* », etc.) et c'est nul autre que Steven Van Zandt du groupe E Street Band de Bruce Springsteen qui organisa la représentation de « *Sun City* », avec son casting de nombreuses vedettes telles que Miles Davis, Stevie Wonder, Bob Dylan, Bonnie Raitt, George Clinton, et beaucoup, beaucoup d'autres qui s'engagèrent à participer au boycott culturel de l'Afrique du Sud, en refusant de s'y produire. On pourrait penser, en revoyant les 58 brillants artistes qui se sont succédés, que tous seraient dans le même bateau. Or, bien sûr, cela n'a jamais été le cas. Paul Simon, par exemple, franchit la ligne, insistant pour se produire dans l'État paria.

Et bien sûr, les gouvernements des grandes puissances occidentales, de l'Administration Reagan aux États-Unis, à Margaret Thatcher au Royaume-Uni, défendirent l'idée que les boycotts n'étaient pas la solution pour amener la justice en Afrique du Sud. Reagan insista pour une « *critique constructive* », s'engageant aux côtés des « modérés » d'Afrique du Sud, pour qu'ils puissent apporter quelques réformes à leur pays, et il opposa même son veto à un projet de loi visant à imposer des sanctions à l'Afrique du Sud, seulement pour être rejeté par le Congrès. Mais le soutien officiel au système raciste haineux n'affaiblit pas les militants de base qui persistèrent dans leur campagne, et finalement, gagnèrent, en dépit de l'immunité politique et diplomatique constante que les États-Unis et le Royaume-Uni accordèrent à l'Afrique du Sud et ce, jusqu'à la veille même de l'abolition officielle de ce système violent. Effectivement, comme le déclara Steven Van Zandt, après s'être rendu en Afrique du Sud deux fois avant d'organiser « *Sun City* », vous ne pouvez pas réformer l'apartheid, vous devez l'abolir totalement.

Ce qui est fréquemment omis dans une discussion sur la campagne de boycott de l'Afrique du Sud, c'est que, si elle se renforça effectivement dans les années 1980, comme partout

ailleurs, catalysée qu'elle fut par la montée dans le monde de l'anticolonialisme et l'anti-ségrégation, aux côtés des opprimés et contre les régimes d'oppression, ce ne fut pas dans les années 1980 que l'appel aux boycotts fut lancé, mais en 1959. Entre 1959 et les années 1980, quand la plupart des gens furent enfin conscients de l'ampleur de l'oppression sous l'égide de l'État d'Afrique du Sud, les militants les plus engagés réalisèrent un travail, sans prestige mais de fond, d'enseignement, encore d'enseignement et toujours plus d'enseignement. Un changement dans le récit s'imposa, et il fallut des décennies pour y parvenir. Mais alors, dans les années 1980, une masse critique fut finalement acquise : en 1977, le Hampshire College fut le premier établissement à voter en faveur du désinvestissement ; en 1984, ce sont 53 écoles qui votèrent pour le désinvestissement, passant à 128 en 1987 et à 155 en 1989. Tout comme pour le boycott culturel, quelques grosses institutions refusèrent bien de se placer du côté de la justice : telle l'Université d'Harvard qui n'accepta qu'un désinvestissement partiel, et vraiment à contrecœur. Néanmoins, l'effet domino fut indéniable.

Aujourd'hui, nous assistons à un phénomène populaire similaire, car dans tout le pays, des actes de résistance bouillonnent à la surface. Le professeur John Cheney-Lippold et l'étudiante de troisième cycle Lucy Peterson, tous deux de l'Université du Michigan, ont refusé d'écrire des lettres de recommandation pour des étudiants désirant participer à un programme d'étude à l'étranger en Israël. Le gouvernement étudiant du Pitzer College a voté la fin de leur programme d'étude à l'étranger à Haïfa, arguant de la politique discriminatoire officielle d'Israël pour motiver leur vote. Et c'est tout l'État du Vermont, et la ville de Northampton au Massachusetts, qui ont voté la fin de leur programme d'échange en formation policière avec Israël. Le mouvement de boycott se retrouve pareil à une casserole d'eau mise à bouillir sur un poêle et qui maintenant s'approche du point d'ébullition, et qu'on observe avec excitation, attendant la prochaine bulle...

Pourtant, même si nous énumérons les « victoires du BDS » en 2018, nous devons noter que ceci n'est pas un « résumé moyen ». En effet, l'un des aspects les plus encourageant de ces avancées – car c'est de cela qu'il s'agit – est que la plupart d'entre elles ont été réalisées par des personnes, des organisations, et des coalitions locales, sans autre implication directe des « dirigeants » du mouvement BDS, ni des collectifs de direction des différentes organisations centrées sur le BDS. La décision du Pitzer d'annuler son programme d'étude à l'étranger, tout en se conformant pleinement à la campagne nationale de l'USACBI lancée en début de cette année, a été prise indépendamment de l'USACBI. La décision du Vermont d'annuler un voyage de formation en Israël – une victoire pour la campagne Deadly Exchange de JVP (Une voix juive pour la paix) – a été le résultat d'un effort communautaire qui a impliqué une coalition de juifs, musulmans, chrétiens, vétérans, immigrants, et d'avocats, qui, selon la directrice adjointe de JVP, Stephanie Fox, « *se sont réunis pratiquement du jour au lendemain* » pour exprimer leur refus collectif du programme. Bien sûr, ils n'auraient pas pu se retrouver ensemble « *pratiquement du jour au lendemain* » sans tout le travail en coulisse qui fut réalisé par des centaines de militants et d'organisateur. En effet, certaines des discussions antérieures autour du BDS se sont concentrées sur l'identité de ses « dirigeants », et je me souviens avoir expliqué que ce n'était pas un mouvement sans dirigeant, mais un mouvement plein de dirigeants, car non seulement chacune et chacun peut s'engager dans des boycotts, mais peut aussi lancer une campagne de boycott du moment qu'elle est conforme aux principes de l'appel BDS, fondés sur les droits de l'homme et l'antiracisme. C'est à cette spontanéité que nous assistons aujourd'hui, et qui doit être célébrée comme la preuve la plus irréfutable de ce changement intervenu sur le terrain militant progressiste.

Chacune de ces victoires est extrêmement importante en elle-même, mais elle illustre aussi le fait que les nombreuses

années de discussions politiques catalysées par l'appel palestinien de 2005 en faveur du BDS contre Israël – un appel venu lui-même après des décennies d'un enseignement diligent – portent leurs fruits. Le contexte politique plus large, la montée du fascisme, ne doivent pas être ignorés et ils correspondent aussi au climat des années 1980, quand Reagan était président des États-Unis et Margaret Thatcher Premier ministre au Royaume-Uni. Si nous devons faire de la citronnade à partir de citrons, si nous devons chercher le bon côté des jours autrement tempétueux que nous vivons aujourd'hui, où un commentateur politique respecté est limogé pour avoir déclaré que les Palestiniens méritent les droits de l'homme, alors nous pouvons effectivement être sensibles à cette résistance au fascisme, au racisme, à la xénophobie, résistance qui monte parmi la population pendant que de plus en plus de coalitions se forment pour faire front à la haine. Oui nous pouvons célébrer cette conviction qui est la nôtre que nous, le peuple, avons notre libre arbitre, et que nous pouvons apporter un changement.

Alors, voilà de nouveaux « actes aléatoires » de boycott, résistance et actions communes pour 2019 !

A propos de Nada Elia

Nada Elia est une universitaire palestinienne militante, auteure, et organisatrice de terrain, qui termine actuellement un livre sur le militantisme de la diaspora palestinienne.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Mondoweiss](#)